

Archives nationales du monde du travail	1-2
Rapport de notre archiviste; Erratum	2
SEPB-Québec et le CHAT	3
L'éducation à la FTQ :	
50 ans de solidarité	4

Archives nationales du monde du travail Une institution patrimoniale de l'État français

La riche histoire du monde du travail en France a amené l'État à se doter d'une institution qui regroupe les archives des entreprises et du mouvement syndical. Elle permet de préserver la mémoire collective et d'offrir un précieux outil pour les chercheurs et les chercheuses en sciences sociales et en histoire. L'État français a reconnu que le travail est un élément essentiel de la vie sociale et politique de la nation et comme tel devait être sauvegardé, protégé, enrichi et mis à la disposition de tous et toutes. « Au CHAT, nous travaillons sur le temps long afin qu'un jour l'État du Québec reconnaisse dans une grande institution cette dimension essentielle de notre vie collective », ont expliqué André Leclerc et Jacques Desmarais, respectivement président et secrétaire du Centre d'histoire et d'archives du Travail (CHAT).

Installées depuis 1993 au cœur de Roubaix dans l'ancienne filature Motte-Bossut, fleuron de l'industrie textile du XIX^e siècle, les Archives nationales du monde du travail (ANMT) dépendent du ministère de la Culture. Elles sont une institution patrimoniale dont la vocation vise à conserver des archives présentant un intérêt pour l'histoire et la recherche. Elles ont pour mission de collecter, classer, conserver, communiquer et valoriser les archives d'acteurs de la vie économique et professionnelle : entreprises, syndicats, comités d'entreprises, organismes professionnels, associations œuvrant dans le monde du travail. En 2020, l'État réaffirme une dimension nationale et redéfinit le concept d'archives du monde du travail en le recentrant autour des archives produites par les entreprises, les syndicats,



L'ancienne filature Motte-Bossut siège des Archives nationales du monde du travail au cœur de Roubaix dans le nord de la France. Source — ANMT

les comités d'entreprises, les associations œuvrant dans le monde du travail et les associations de lutte contre la pauvreté.

Un peu d'histoire

L'histoire de ce que l'on n'appelle pas encore les « archives du monde du travail » commence en France en 1926 : les premiers fonds d'archives d'entreprises

entrent dans des dépôts publics d'archives grâce aux efforts de l'inspecteur général des bibliothèques et des archives. En 1949, le directeur général des Archives de France crée une « Section des archives privées et économiques et du microfilm » aux Archives nationales. La section doit recueillir les archives d'entreprises, les classer et les rendre accessibles aux chercheurs. Durant les années 1980, le patrimoine industriel est mis en avant et intéresse de plus en plus la recherche.

Chez les entreprises comme les centrales syndicales, la prise de conscience est là : leurs archives ont une réelle valeur. On voit l'émergence d'un projet ambitieux : doter la France de cinq centres inter-régionaux d'archives dédiés au monde du travail.

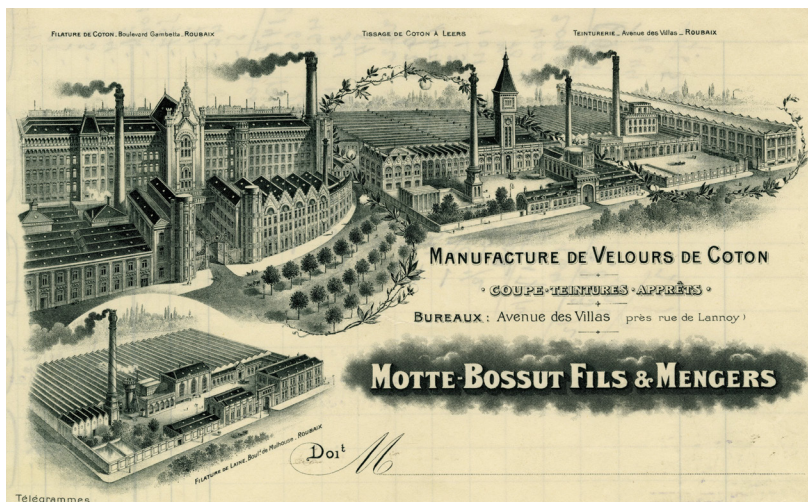
[Suite à la page 2](#)

Suite de la page 1

Pour le premier centre, le choix se porte sur la région Nord-Pas-de-Calais. La désindustrialisation l'a frappée de plein fouet, la période est capitale si on veut préserver de précieuses traces d'un passé économique florissant en particulier avec les usines textiles et les exploitations houillères. Le bâtiment choisi s'avère symbolique : une immense usine désaffectée, au cœur de l'ancien fleuron du textile nordiste : Roubaix. La collecte se poursuit encore aujourd'hui et porte pour partie sur des entreprises ou sites victimes de la désindustrialisation : Metaleurop, les anciens chantiers navals de Dunkerque ou encore Péchiney ont récemment confié leurs archives. Celles-ci sont classées, communiquées et valorisées par les ANMT : elles se composent non seulement de documents écrits, manuscrits ou imprimés, mais aussi de photographies, d'affiches et autres documents sonores et audiovisuels.



Manifestation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) à Dunkerque en 1978. Source — ANMT



L'usine de textile de Motte-Bossut Fils et Mengers en 1866. Source — ANMT

Une évolution vers des archives nationales

Le Centre des archives du monde du travail commence à fonctionner dès 1986

sous la forme d'une cellule de préfiguration. La collecte est alors exclusivement ciblée vers les entreprises, syndicats, associations et même architectes de la grande région nord. Après quatre années de travaux, le ministre de la Culture et de la Francophonie inaugure le 5 octobre 1993 le nouveau centre et la salle de lecture ouvre au public. Dès 1994, la Direction des Archives de France confie un rôle de coordination

nationale au Centre d'archives du monde du travail (CAMT). La collecte délaisse donc la région Nord-Pas-de-Calais pour s'intéresser exclusivement aux archives d'ampleur nationale (voire internationale). Les Archives départementales et municipales reprennent leur rôle à l'échelon local. Le CAMT est devenu le 1^{er} janvier 2007 un « service à compétence nationale » rattaché au ministère de la Culture :

il est rebaptisé à cette occasion « Archives nationales du monde du travail ».

<https://archives-nationales-travail.culture.gouv.fr/#> ■

RAPPORT DE NOTRE ARCHIVISTE

Fonds ANEEQ

Le fonds de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec - ANEEQ était entreposé depuis une vingtaine d'années dans les locaux de l'Association étudiante du Cégep Édouard-Montpetit. Cette dernière nous a donné le mandat de traiter, puis d'entreposer les archives dans nos locaux.

Il s'agit d'un fonds riche et volumineux composé de plus de 100 boîtes de documents informant sur l'ensemble des activités de l'ANEEQ de sa fondation en 1978 jusqu'à sa dissolution en 1993. De plus, il contient des documents établissant le lien avec l'Union générale des

étudiants du Québec-UGEQ à laquelle l'ANEEQ a succédé. Le fonds témoigne de manière importante de l'histoire politique et sociale du Québec à travers les luttes du mouvement étudiant.

Le fonds est composé, entre autres, de documents administratifs, de journaux étudiants, de mémoires, de documents de congrès, d'affiches, de tracts, et de photographies.

Le traitement des séries « administration et communication » est presque complété et une subvention a été demandée à BAnQ pour traiter la suite. ■

Erratum

Dans l'article « Des timbres célèbrent trois féministes québécoises » paru dans le numéro de septembre-octobre 2023 du Bulletin du CHAT, une erreur s'est glissée dans le portrait de Léa Roback : elle a animé à Montréal une grève de 5 000 ouvrières du vêtement et non pas du textile. Son syndicat avait aussi un nom français : l'Union internationale des ouvrières du vêtement pour dame (UIOVD). ■

Entrevue avec Loïc Breton

Une mise en ordre essentielle de nos archives

Le Syndicat des employé-e-s professionnel-e-s et de bureau (SEPBB) a fait appel au service du CHAT pour mettre en ordre ses archives. « Avec le plan de classification, nous économisons des heures considérables en recherche documentaire. Cela nous procure une quiétude d'esprit. Nous savons désormais comment gérer de façon efficace toute la documentation que produit notre syndicat au jour le jour. Nous avons aussi économisé de l'espace. C'est plus de 75 % des archives que nous avons pu nous départir en sachant que nous gardions l'essentiel », a expliqué Loïc Breton, président du SEPBB-Québec.

Sur le plan de l'espace, le syndicat qui vient tout juste de réintégrer ses locaux rénovés a pu s'équiper de salles de réunions supplémentaires. « Nous avons fait un bon investissement. Je ne peux qu'encourager les syndicats à faire appel au CHAT pour mettre de l'ordre dans leurs archives et ainsi préserver un aspect essentiel de la mémoire collective du Québec qu'est l'action du mouvement syndical », a poursuivi le président.

Une prise de conscience

Le SEPBB avait accumulé énormément de documents d'archives classés par année. La documentation datait un peu des années '50 et surtout des années subséquentes. « Ce qui nous a probablement aidés, c'est qu'un de nos anciens présidents, Maurice Laplante, était un ancien documentaliste. Il connaissait l'importance des archives, mais n'avait pas le temps de les classer et la prise de conscience de l'importance des archives s'est faite progressivement au sein du syndicat. Une présentation d'André Leclerc du CHAT a permis de faire un pas de plus », a indiqué Loïc Breton.

En route vers la dématérialisation

Lors de la perte de la section locale 434 à la Banque Laurentienne, Janson Lapalme-

L'Heureux, l'archiviste du CHAT, a été mandaté pour organiser le dossier qui datait tout de même des années '60. Par la suite, le travail s'est poursuivi avec le SEPBB, section locale 57 pour finalement déboucher sur les archives du SEPBB-Québec dont la fondation remonte à 2022. « Nous sommes rendus à l'étape de la dématérialisation de nos archives. Janson est de bon conseil », a conclu le président du SEPBB-Québec.

Un membre de la base

Conformément à la tradition des syndicats à la FTQ, ses dirigeants sont issus de la base. Loïc Breton n'y fait pas exception. Vendeur chez Télé Direct anciennement les Pages jaunes, il s'implique en 1991 après une grève. En 2006, il devient un président libéré au service de la section locale 574. En septembre 2016, il est élu président du SEPBB-Québec, une fonction qu'il occupe toujours. ■



Loïc Breton, président du SEPBB-Québec devant la belle murale de Myriam Van Neste. Photo — André Laplante

SEPBB-QUÉBEC

Historique

Si, dès la fin du XIX^e siècle, aux États-Unis et au Canada, des syndicats s'implantaient dans le secteur manufacturier, comme dans celui des mines ou du bâtiment, les cols blancs se regroupent plus tard dans une structure sectorielle.

C'est en 1945 que la Fédération américaine du travail créait l'Union internationale des employés de bureau. La même année, ce nouveau syndicat émettait une charte en faveur de la section locale 57, chargée de la syndicalisation des cols blancs à travers le Québec.

L'embauche d'un premier conseiller permanent Roméo Corbeil, en 1956, permet de recruter des centaines de membres à Canadian Car et à Continental Can et, étape décisive, les employés de bureau de la Corporation de gaz naturel du Québec (aujourd'hui Énergir).

Pendant les années 1960, le syndicat diversifie son membership avec notamment les employés de la Croix-bleue, ceux de commissions scolaires et de municipalités. En 1967, le syndicat syndique les employés de la Banque Laurentienne.

Au cours de la décennie suivante, le syndicat fait une percée dans les caisses populaires et les institutions du mouvement Desjardins. Il vit aussi arriver dans ses rangs les employés de l'Office de la construction (aujourd'hui CCQ). Plus tard, il syndique différents groupes de salariés professionnels.

En 2003, le syndicat remplace la section locale 57 par une dizaine de sections locales sectorielles, disposant chacune de plus de moyens et d'autonomie pour animer la vie syndicale dans leur milieu propre.

L'année suivante, une étape historique étant franchie avec la scission au sein de l'Union internationale, les syndiqués canadiens forme leur propre structure. Le SEPBB-Québec en est l'une des constituantes les plus importantes.

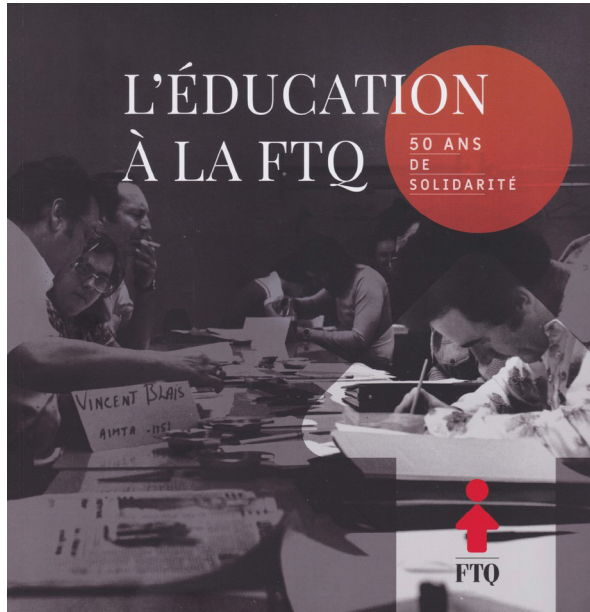
Tout au long de son histoire, le syndicat, composé majoritairement de femmes, affiche une combativité exemplaire, menant de nombreuses luttes dans ses secteurs d'activité propres et participant à toutes les grandes mobilisations du mouvement syndical québécois. ■

L'éducation à la FTQ : 50 ans de solidarité

La FTQ vient de publier un livre essentiel sur la formation syndicale au sein de la centrale. Tout en rappelant qu'elle a des racines profondes dans l'histoire du mouvement syndical FTQ, l'auteure Louise Miller souligne avec raison l'originalité qu'a prise la formation syndicale à la FTQ. Elle s'est éloignée progressivement de l'approche traditionnelle selon laquelle un professeur parle et les participants et participantes écoutent pour s'orienter vers une approche dynamique donnée par des pairs faisant appel à l'expérience du groupe. Ce choix a été fédérateur des affiliés et a contribué à définir la FTQ. Le livre nous fait ainsi découvrir l'étonnante et riche histoire de la formation syndicale à la FTQ.



On retrouve des références à des activités de formation, dont la formation professionnelle dans les syndicats ouvriers de la fin du 19^e siècle. En 1987, elle faisait partie intégrante de la Déclaration de principe du Conseil des métiers du travail de Montréal. La formation syndicale était alors essentiellement politique, visant la mobilisation des membres pour revendiquer l'adoption de lois et de mesures dans le but de protéger les droits des travailleurs. On voulait ouvrir l'accès à la syndicalisation, puis à la négociation. On voulait des lois pour abolir le travail des enfants, améliorer la sécurité au travail, etc.



La page couverture du livre de la FTQ avec une photo d'un cours de base en information de la FTQ donné en 1978 au Centre St-Pierre-Apôtre à Montréal.

1990-2014

Une réflexion entamée dans les années '90 confirme les choix pédagogiques de la FTQ. Dans les années 2000, le Collège FTQ-Fonds démarre ses activités et prend son essor.

2015-2022

Au cours des années 2015 à 2022, la réflexion et les travaux se poursuivent pour assurer les plus grandes retombées possibles des formations, du transfert dans l'action. Des rencontres triennales sous forme de séminaires permettent désormais aux formateurs et aux formatrices de réfléchir à leur pratique de formation et de partager leurs expériences.

Rapatrifier des pouvoirs

Jusqu'en 1973, la formation relève des Congrès du travail du Canada. La création de la FTQ en 1957 va amener la centrale et ses affiliés à vouloir rapatrifier la formation des membres québécois.

De 1974 à 1989 : mise en place du service et essor de la formation

Après avoir conclu une entente avec le CTC, le service de l'éducation se développe rapidement.

À l'intérieur même de la FTQ et de ses affiliés, l'initiative de Jean-Pierre Bélanger, responsable de l'éducation à la FTQ de l'époque, n'était pas banale. Comme l'ex-

plique Michel Blondin du Syndicat des Métallos, « c'était une petite révolution que de faire travailler ensemble des gens de plusieurs syndicats avec des structures autonomes et des ressources et des traditions qui leur sont propres ».

Avec la participation active des syndicats affiliés, la FTQ adopte de grandes orientations pédagogiques ainsi qu'une offre de formation couvrant à la fois des sujets liés à la vie syndicale de base et des contenus pour mieux comprendre l'application des lois du travail. Des formations sur les grands sujets politiques et sociaux de l'heure sont aussi au programme.

Aujourd'hui

Enfin, la dernière partie du livre se penche sur l'avenir et les défis qui s'annoncent pour répondre aux nouvelles réalités du marché du travail et de la société en général. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

On peut consulter le site de la FTQ qui permet de télécharger une version numérique du livre et aussi de visionner une vidéo.

<https://ftq.qc.ca/leducation-a-la-ftq-50-ans-de-solidarite/>

Ferrisson a aussi interviewé plusieurs militants et militantes qui ont participé au développement du service d'éducation de la FTQ : Normand Caron, Johanne Deschamps, Pierre Dupuis, André Leclerc, Jean Sylvestre.

<http://ferrisson.com/>

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

2350, avenue De La Salle Montréal QC H1V 2L1
(514) 599-2010

archivesdutravail@gmail.com

[archivesdutravail.quebec](https://www.facebook.com/archivesdutravail.quebec)

Facebook

Responsable André Laplante

Mise en page Zoé Brunelli

Collaboration Janson Lapalme-L'Heureux

André Leclerc

Dépôt légal — BANQ 2023